

Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH)

TCHAD	Résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle	Valable : du 17/03/2023 au 31/08/2023 Créé le : 24/03/2023 Mis à jour le : 24/07/2023
Principaux résultats pour les zones touchées par l'IAN.	Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes	
	<p>La production céréalière de la campagne agricole 2022/2023 est évaluée à 671 186 tonnes pour les trois provinces concernées, soit une hausse de 10,3% par rapport à l'année dernière et une relative hausse de 4,6% par rapport à la moyenne. Cette situation est due à la bonne pluviométrie enregistrée la campagne passée dans cette partie du pays.</p> <p>Toutefois, en cette période de soudure et avec l'arrivée des réfugiés, retournés et déplacés, les ressources disponibles ont connu un épuisement précoce.</p> <p>Le bilan céréalier définitif dégage un déficit brut de 445 543 tonnes. En incluant le solde import/export, le bilan céréalier est toujours déficitaire de 276 911 tonnes. La disponibilité apparente est de 143,9 kg/pers/an, en baisse par rapport à la norme officielle qui est de 159 kg/pers/an.</p> <p>La situation pastorale est caractérisée par une reconstitution progressive du couvert végétal et des points d'eau. Cependant, les pauses pluviométriques observées pendant les deux premières décades de juillet au Sahel Est ont détruit les jeunes pousses entraînant ainsi une rareté de pâturage et une faible disponibilité d'eau. Cette situation a ralenti la progression des transhumants vers leurs zones d'attache. Par ailleurs, la présence des troupeaux des réfugiés soudanais crée une pression supplémentaire sur la disponibilité fourragère et les sources d'eau d'abreuvement. La situation zoo-sanitaire est relativement calme malgré quelques cas de maladies telluriques signalés.</p> <p>Les marchés sont approvisionnés en céréales et produits de rente grâce aux récoltes de la campagne agricole 2022/2023. Ils sont aussi approvisionnés par les produits importés venant essentiellement du Cameroun et du Nigeria. Toutefois, le niveau de l'offre des céréales et des produits de rente est inférieur par rapport à son niveau normal. Le coût élevé de transport, l'épuisement des stocks des ménages et la fermeture de la frontière avec le Soudan ont réduit les disponibilités alimentaires malgré une relative intensification des flux provenant de la Libye à destination des marchés du Ouaddaï et du Wadi Fira.</p> <p>Le Les prix des denrées alimentaires de base sont globalement en hausse par rapport à ceux de l'année dernière et à la moyenne de cinq dernières années. Des hausses importantes sont particulièrement observées sur les marchés des provinces du Ouaddaï, Sila et Wadi Fira. A titre d'illustration, comparé à la moyenne de cinq dernières années, le prix du sorgho en juin 2023 est en hausse de 55% à Goz-Beida et 30% pour le mil à Abéché. Ces hausses sont essentiellement dues aux perturbations des approvisionnements en produits importés à cause du conflit russo-ukrainien et au Soudan et du coût élevé de transport.</p>	

Consommation alimentaire :



Sur le marché de bétail, il est observée une suroffre dans les provinces de l'Est à cause de la remontée des transhumants vers leur zone d'attache et l'arrêt des exportations vers Soudan. Cette situation a entraîné une baisse importante des prix du bétail en juin 2023, comparée à la moyenne quinquennale.

L'analyse de la consommation alimentaire en mars 2023 indique que 12,1% et 29,6% des ménages du Tchad ont respectivement une consommation alimentaire pauvre et limite. Pour ces deux catégories de ménages, l'alimentation est moyennement variée (respectivement 4 et 5 groupes d'aliments) et moins riche avec une faible consommation de lait, de protéine animale et de légumineuses. En moyenne, chaque ménage consomme environ six groupes d'aliments sur douze.

L'analyse de la consommation alimentaire mise à jour en juillet 2023 dans les provinces du Ouaddaï, Sila et Wadi Fira affectées par la crise soudanaise indique que 22,3% et 47,7% des ménages ont une consommation respectivement pauvre et limite. Cela montre une détérioration de la situation alimentaire des ménages de cette zone. Cette détérioration de la situation concerne l'ensemble des départements des trois provinces. La consommation est très peu variée et moins riche avec une faible consommation de lait, de protéine animale, des fruits et de légumineuse (en moyenne moins de 2 jours de consommation de ces produits sur les sept derniers jours).

L'analyse des résultats HEA de la session de mars 2023 faisait ressortir que sur les soixante-sept (67) départements analysés, (5) connaîtront des déficits de survie (Mangalmé, Kaya, Dagana, La Nya et Loug Chari) et trente-sept (37) autres des déficits de protection de moyens d'existence. **La réactualisation de cette analyse dans les trois provinces de l'Est** montre une détérioration des moyens d'existence des ménages. Bien qu'il n'y ait pas de basculement des déficits, on observe une forte dégradation des moyens d'existence dans huit départements à l'exception de Djourouf Al Ahmar. Cette dégradation est due principalement à la hausse des prix des denrées de base et aux baisses importantes des revenus tirés de la main d'œuvre locale.

Evolution des moyens d'existence :



L'analyse de l'évolution des moyens d'existence de mars 2023 montre que 3,6% et 10% des ménages ont respectivement développé des stratégies d'urgence et de crise dans l'ensemble des zones analysées. Cela traduit une amélioration de la situation par rapport à la situation d'octobre pendant laquelle l'impact de la mauvaise répartition des pluies lors de la saison hivernale et la hausse des prix ont conduit les ménages à faire d'importants recours aux stratégies qui affectent leurs moyens d'existence.

L'analyse de l'évolution des moyens d'existence mise à jour en juillet 2023 dans les provinces du Ouaddaï, Sila et Wadi Fira a montré qu'environ 10% et 16% développent des stratégies d'urgence et de crise. Ainsi donc, les résultats de cette évaluation traduisent une forte détérioration de la situation car les ménages utilisent davantage des stratégies plus sévères (stratégies d'urgence). L'utilisation de ces stratégies montre bien que les ménages font face à de défis importants pour accéder à la nourriture. Bien que la situation soit difficile dans tous les départements concernés, ce sont les départements d'Assoungaha, Kimiti, Djourouf Al Ahmar et Iriba qui sont les plus affectés par cette détérioration de la situation.

Nutrition :

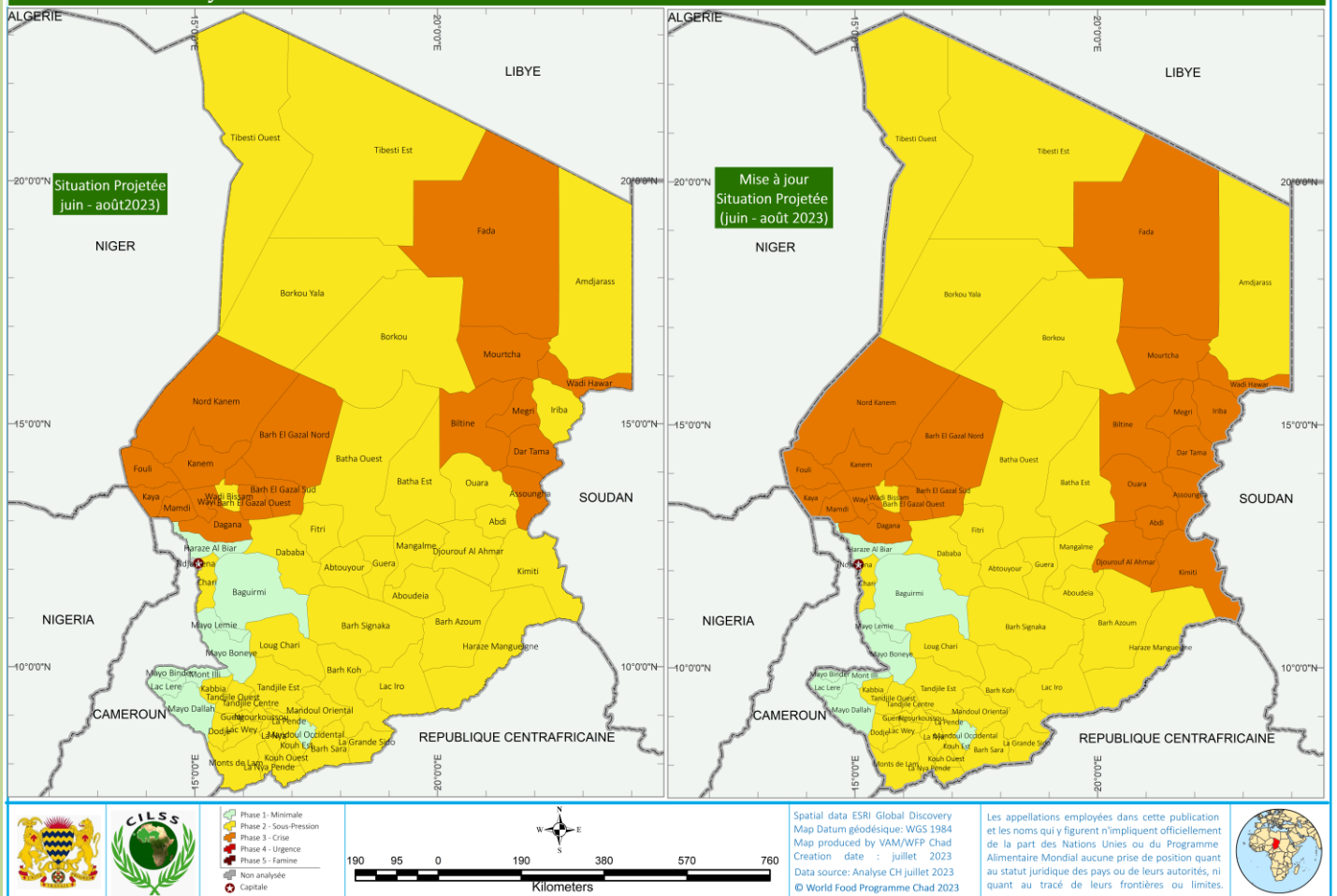
La situation nutritionnelle demeure préoccupante dans la plupart des provinces des zones sahéenne et saharienne du pays. Les résultats de la dernière enquête SMART de novembre 2022 révèlent une prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) de 8,6%, en dessous du seuil d'alerte de 10% fixé par l'OMS. Cependant, les provinces de Wadi Fira (17,7%), Borkou (16,2%) et Ennedi Est (15,7%) ont des prévalences supérieures au seuil d'urgence de 15% fixé par l'OMS. Douze autres provinces aussi situées dans les zones sahéenne et saharienne ont des prévalences supérieures au seuil d'alerte de 10%.

L'analyse IPC de la malnutrition aigüe qui couvre la période courante et projetée de l'analyse du Cadre Harmonisé, montre aussi une situation nutritionnelle de crise à urgence dans la plupart des provinces situées dans les zones sahéenne et saharienne.

Mortalité :

Le taux brut de mortalité observé au niveau national est de 0,63 décès pour 10 000 personnes par jour, inférieur au seuil d'alerte de 1 décès pour 10 000 personnes par jour. Cependant, les provinces du Batha (1,12), Ouaddai (1,15), Salamat (1,25) et du Sila (1,21) présentent des taux supérieurs à ce seuil.

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 1,32 décès pour 10 000 enfants par jour, ce qui est en dessous du seuil d'alerte de 2 décès pour 10 000 enfants de moins de 5 ans. Cependant, la province du Sila (2,32) a un taux supérieur à ce seuil.



Légende pictogrammes utilisés

- ★ Acceptable
- ★★ Moyen
- ★★★ Elevée

Fiabilité de l'analyse



Zone ayant atteint au moins la phase 3 pendant plus de 3 années



La situation serait probablement pire sans les effets de l'aide humanitaire



Principaux résultats et problèmes

Perspectives des prix

La tendance haussière des prix en cours se maintiendrait sur la plupart des marchés céréaliers du pays à cause de la baisse de la production agricole dans certaines localités, des perturbations des approvisionnements des produits importés engendrées par le conflit russo-ukrainien et la demande venant du Darfour au Soudan pour les céréales et autres produits agricoles. Les hausses atypiques des prix observées sur les différents marchés du pays se maintiendrait à cause de l'insécurité particulièrement autour du bassin du Lac – Tchad et dans les contrées voisines à la Libye.

SITUATION COURANTE (Mars - Mai 2023) Phase 5 – Famine

Les résultats de l'analyse révèlent qu'aucun département et aucune personne ne sont identifiés en « phase Famine ».

Phase 4 – Urgence

Aucun département n'est identifié en « phase Urgence », cependant **24 602 personnes** sont dans cette phase. Ces personnes nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, ainsi que d'autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 3 – Crise

Cinq (5) départements (Biltine, Nord Kanem, Bahr El Ghazal Sud, Fada et Mourtcha) sont identifiés en « phase crise » et **1 015 373 personnes** se retrouvent dans cette phase. Ces personnes vulnérables, notamment les plus pauvres et pauvres, nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression

Trente-neuf (39) départements et **2 658 576 personnes** sont en « phase sous pression ». Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais d'un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Phase 1 - Minimale

Vingt-deux (25) départements sont en « phase minimale ». Les populations se trouvant dans cette phase sont estimées à environ **12 533 894 personnes**. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

SITUATION PROJETEE (juin - août 2023)

Phase 5 – Famine

Les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent qu'aucun département et aucune personne ne sont en « phase Famine ».

Phase 4 – Urgence

Il ressort qu'aucun département n'est en « phase urgence ». Cependant, **210 388 personnes** sont dans cette phase, c'est à dire en situation de déficit considérable, avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Ces populations nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de compléments aliments bétail, et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 3 – Crise

Dix-sept (22) départements et près de **1 922 541 personnes** sont en « phase crise ». Ces personnes vulnérables, notamment les plus pauvres sont en situation de déficit considérable avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Elles nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de ventes des céréales à prix modérés et autres activités de

relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression

Quarante-trois (38) départements sont en « phase sous pression ». Les populations estimées à **3 592 997** personnes dans cette phase nécessitent un soutien pour développer leur résilience, renforcer leurs moyens d'existence et s'assurer que la malnutrition aiguë restera contenue à son niveau actuel voire réduit.

Phase 1- Minimale

Neuf (09) départements sont en « phase minimale ». Les populations dans cette phase sont estimées à environ **10 509 519** personnes. Ces personnes nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Les résultats de la ville de N'Djamena :

SITUATION PROJETEE (juin - août 2023) Phase 5 – Famine

Les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent qu'aucun département et aucune personne ne seraient en « phase Famine ».

Phase 4 – Urgence

Il ressort qu'aucun arrondissement n'est en « phase urgence ». Cependant, **7 722 personnes** sont dans cette phase, c'est à dire en situation de déficit considérable, avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Ces populations nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de compléments aliments bétail, et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 3 – Crise

Aucun arrondissement n'est dans cette phase mais **143 741 personnes** sont en « phase crise ». Ces personnes vulnérables, notamment les plus pauvres sont en situation de déficit considérable avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Elles nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de ventes des céréales à prix modérés et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression

Les dix (10) Arrondissements sont en « phase sous pression ». Les populations estimées à **402 848** personnes dans cette phase et nécessitent un soutien pour développer leur résilience, renforcer leurs moyens d'existence et s'assurer que la malnutrition aiguë restera contenue à son niveau actuel voire réduit.

Phase 1- Minimale

Aucun arrondissement n'est en « phase minimale ». Les populations dans cette phase sont estimées à environ **1 246 953** personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessiteront un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Encadré 1 : Situation alimentaire de la ville de N'Djamena

La ville de N'Djamena a connu des inondations pluviales et fluviales pendant la campagne 2022-2023 qui ont perturbé la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages. Elles ont causé des dégâts importants à savoir la destruction des habitats, des biens productifs et ménagers, des stocks de vivres et une détérioration des conditions d'hygiène et d'assainissement

Les marchés de consommation de la ville de N'Djamena ont connu de baisses des approvisionnements en produits locaux liées aux faibles productions enregistrées dans la zone soudanienne. Les flux des importations ont aussi baissé à cause des perturbations liées aux conflits russo-ukrainien et soudanais. Ainsi, l'offre sur le marché est réduite. Les prix des denrées connaissent une hausse pendant que les ménages font face à une réduction des opportunités de sources de revenus causée par le marasme économique.

Globalement, les résultats de l'enquête EFSA dans la ville de N'Djamena indique que 0,2% et 13% ont une consommation alimentaire pauvre et limite. Dans la plupart des arrondissements, la situation est relativement bonne. Cependant, plus de 15% de ménages dans le 8e et le 10e arrondissements ont une consommation alimentaire pauvre.

Compte tenu des difficultés d'accès économiques, certains ménages ont dû s'engager dans des stratégies pour y faire face. En effet, 1,8% et 16,9% des ménages ont fait respectivement recours aux stratégies d'urgence et de crise. Dans le 8e et le 6e arrondissement, plus d'un tiers de ménages ont dû développer des stratégies pour répondre à leurs besoins alimentaires.

Encadré 2 : Situation alimentaire des réfugiés soudanais

Le conflit armé survenu au Soudan en avril 2023 a entraîné un afflux de réfugiés soudanais et de retournés tchadiens du Darfour vers les provinces de l'Est du Tchad. A la date du 18 juillet, 206 570 nouveaux réfugiés ont été enregistrés dans la province du Ouaddaï, 47 280 dans le Sila et 6 540 dans le Wadi Fira. En plus de ces derniers, il y a des retournés qui sont estimés à 48 180 personnes réparties dans les trois provinces et la ville de N'Djamena.

L'analyse des données sur la consommation alimentaire des ménages réfugiés montre globalement une situation alimentaire très difficile. En effet, 80,5% des réfugiés ont une consommation pauvre + limite.

En cette période de soudure, les ménages des réfugiés développent des stratégies afin de faire face au manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture. Les nouveaux réfugiés recourent plus aux stratégies alimentaires (93,3% contre 81,1%) malgré l'assistance qu'ils reçoivent. Aussi, concernant les stratégies sur les moyens d'existence, globalement 57,3% des réfugiés ont adopté au moins une stratégie. Ce sont les anciens réfugiés qui adoptent plus de stratégies que les nouveaux soit 63% contre 44,2%.

Il découle de ces situations que, les nouveaux réfugiés sont plus affectés par l'insécurité alimentaire que les anciens (82,5% contre 73,2%). Les ménages dirigés par les femmes ou ceux dirigés par les veufs ou encore ceux ayant au moins un membre présentant un handicap physique ou mental sont les affectés.



Méthodologie et difficultés dans l'analyse

a) Démarche entreprise par la Cellule Nationale d'Analyse

L'atelier de la mise à jour de l'analyse du Cadre Harmonisé (CH) pour les provinces de l'Est du pays et de l'analyse des arrondissements de la commune de N'Djamena, a été organisé du 20 au 24 juillet 2023. Cet atelier a regroupé une quarantaine d'analystes dont deux femmes, membres de la cellule nationale d'analyse (CNA) et représentants des services techniques déconcentrés œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire. Les données ayant servi à l'analyse ont été préalablement centralisées par la cellule nationale d'analyse. Il s'agit des données sur les résultats des Enquête d'urgence sur la Sécurité Alimentaire (EFSA) de juin pour N'Djamena et de juillet pour les départements de l'Est, de l'analyse des résultats HEA, des proxys caloriques, des productions agricoles, de l'analyse IPC, de l'Enquête Smart, du suivi des marchés, des rapports de missions de suivi de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale, les rapports des points focaux provinciaux du SISAAP et les estimations des populations. Avant le démarrage de l'atelier, les données collectées auprès des Services Pourvoyeurs d'Informations, des Organisations Non Gouvernementales et des Agences des Nations Unies ont servi au remplissage de la matrice intermédiaire fait par un comité restreint de la Cellule Nationale d'Analyse, du 15 au 16 mars 2023.

b) Méthodologie

L'unité d'analyse est le département, 3^{ème} niveau administratif. Tous les départements du pays ont été couverts. Aussi, la plupart des données qui ont permis de renseigner les indicateurs des résultats et les facteurs contributifs sont représentatifs au niveau des départements.

L'atelier a démarré par la présentation des différents membres de la Cellule Nationale d'Analyse. Cela, afin de s'assurer de la participation effective des tous les acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'analyse. Cette présentation a été suivie par la collecte des différentes preuves disponibles et non encore centralisées qui ont été ensuite intégrées dans la matrice intermédiaire.

L'atelier s'est poursuivi par l'analyse en travaux de groupes et en plénière. En effet, six (6) groupes composés chacun de 8 à 10 experts ont été constitués. Ces groupes ont terminé l'inventaire des preuves par les données complémentaires et ont effectué des analyses pendant quatre (04) jours. Utilisant toutes les données existantes (indicateurs de résultats et facteurs contributifs), les différents groupes ont tiré des conclusions qui ont permis d'aboutir au phasage global et à l'estimation des populations de 69 départements pour les périodes courante et projetée. Les restitutions des travaux des groupes ont été faites en plénière durant trois (04) jours.

Enfin, les cartes de la situation courante et projetée sont élaborées et validées par consensus à la fin du dernier jour.

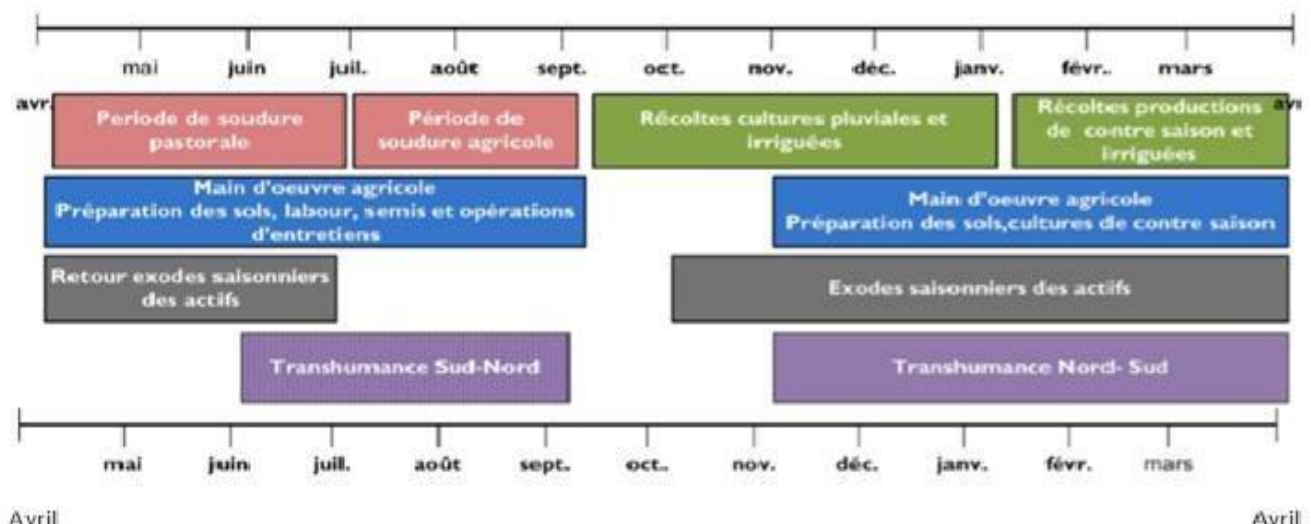


Calendrier saisonnier et suivi des indicateurs

Le calendrier saisonnier de mise en œuvre des activités SAN coordonnées par le SISAAP/SPI/Partenaires comprend :

- laboration du Plan National des Réponses (PNR) en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, avril 2023 ;
- suivi des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle ; mai à août 2023 ;
- missions d'évaluation du démarrage de la campagne agropastorale, SISAAP/GTP/FEWS NET/PAM, juillet 2023 ;
- évaluation de la situation nutritionnelle (Enquête SMART), DNTA/UNICEF, août-septembre 2023 ;
- Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA), octobre 2023 ;
- Collecte des données et analyses des résultats (OA) du HEA, SISAAP/GTHEA, octobre 2023 ;
- Missions d'évaluation de la campagne agropastorale à mi-parcours, SISAAP/GTP/FEWS NET/PAM, octobre 2023 ;
- évaluation des récoltes de la campagne agropastorale 2020/2021, CILSS/FAO/PAM/FEWS NET/SISAAP/SPI, octobre 2023 ;
- cycle d'analyse du Cadre Harmonisé, CILSS/SISAAP/Cellule Nationale d'analyse, novembre 2023.

Calendrier saisonnier en rapport avec les activités de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réponses (ci-dessous).





A l'endroit de l'Etat et des Partenaires Techniques et Financiers

- Elaborer un Plan National des Réponses pour :
 - ✓ Apporter une assistance alimentaire aux populations en phase crise et urgence par des programmes de transfert monétaire, des ventes à prix modérés et d'aides alimentaires gratuites ;
 - ✓ Prévenir et prendre en charge les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes malnutris ;
 - ✓ Entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et aussi pour les populations en phase sous pression et minimale pour protéger leurs moyens d'existence ;
 - ✓ Appuyer les éleveurs en compléments aliments bétail et intrants vétérinaires dans les zones déficitaires.
- Assurer la mobilisation à temps des ressources pour assurer la collecte des données qui alimentent l'analyse Cadre Harmonisé ;
- Assurer le suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale dans les zones à risque ;
- Renforcer la surveillance des feux de brousse afin de protéger la bonne disponibilité de la biomasse ;
- Poursuivre le renforcement des capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du Cadre Harmonisé sur la nouvelle version du manuel 2.0;
- Renforcer les capacités des services pourvoyeurs d'information dans la collecte et l'analyse des données de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

A l'endroit du CILSS et des partenaires

-
continuer à appuyer techniquement la Cellule Nationale d'Analyse pour la mise en œuvre des cycles d'analyse.



Populations estimées par phase d'insécurité alimentaire

Provinces	Population totale	Situation projetée (juin - août 2023)						Situation projetée mise à jour (juin - août 2023)					
		Phase minimale	Phase Sous pression	Phase Crise	Phase Urgence	Phase Famine	Pop Ph 3 à 5	Phase minimale	Phase Sous pression	Phase Crise	Phase Urgence	Phase Famine	Pop Ph 3 à 5
Barh-El-Gazel	412 808	186 296	107 314	111 630	7 568	0	119 199	186 296	107 314	111 630	7 568	0	119 199
Batha	763 062	483 450	213 475	63 320	2 817	0	66 137	483 450	213 475	63 320	2 817	0	66 137
Borkou	159 352	115 455	30 738	11 976	1 183	0	13 159	115 455	30 738	11 976	1 183	0	13 159
Chari-Baguirmi	918 084	695 432	165 212	57 440	0	0	57 440	695 432	165 212	57 440	0	0	57 440
Ennedi Ouest	99 125	41 281	29 738	23 790	4 317	0	28 107	41 281	29 738	23 790	4 317	0	28 107
Ennedi-Est	174 802	124 109	36 708	13 557	427	0	13 984	124 109	36 708	13 557	427	0	13 984
Guera	709 890	446 004	165 622	91 052	7 213	0	98 265	446 004	165 622	91 052	7 213	0	98 265
Hadjer-Lamis	908 125	640 801	175 727	82 545	9 052	0	91 597	640 801	175 727	82 545	9 052	0	91 597
Kanem	550 091	262 564	167 505	120 022	0	0	120 022	262 564	167 505	120 022	0	0	120 022
Lac	705 359	342 066	203 090	148 846	11 357	0	160 203	342 066	203 090	148 846	11 357	0	160 203
Logone Occidentale	1 115 240	813 259	186 581	110 035	5 365	0	115 400	813 259	186 581	110 035	5 365	0	115 400
Logone Orientale	1 239 734	768 032	306 041	163 109	2 552	0	165 662	768 032	306 041	163 109	2 552	0	165 662
Mandoul	1 025 578	719 108	235 433	71 037	0	0	71 037	719 108	235 433	71 037	0	0	71 037
Mayo Kebbi Est	1 264 762	1 038 712	163 226	62 824	0	0	62 824	1 038 712	163 226	62 824	0	0	62 824
Mayo-Kebbi Ouest	932 152	758 837	143 291	30 024	0	0	30 024	758 837	143 291	30 024	0	0	30 024
Moyen-Chari	969 004	581 610	271 615	115 779	0	0	115 779	581 610	271 615	115 779	0	0	115 779
Ouaddai	1 202 678	677 852	331 180	162 366	31 280	0	193 646	607 319	275 171	229 490	90 698	0	320 187
Salamat	496 718	346 335	112 466	37 916	0	0	37 916	346 335	112 466	37 916	0	0	37 916
Sila	611 400	421 443	124 208	63 068	2 681	0	65 749	303 019	150 757	134 508	23 116	0	157 624
Tandjile	1 104 151	828 255	201 607	74 290	0	0	74 290	828 255	201 607	74 290	0	0	74 290
Tibesti	42 782	31 416	8 568	2 370	428	0	2 798	31 416	8 568	2 370	428	0	2 798
Wadi Fira	827 548	447 487	218 998	140 311	20 752	0	161 063	373 160	243 112	166 982	44 294	0	211 276
Total	16 232 445	10 769 803	3 598 343	1 757 306	106 993	0	1 864 299	10 506 519	3 592 997	1 922 541	210 388	0	2 132 929

Pour le détail des estimations des populations par département, prière contacter MAHAMAT ALLAMINE AHMAT ALHABO, Point Focal CH, sur cette adresse : allamine_alhabo@yahoo.fr ou www.sisaaptchad.org

Contacts

Mahamat Allamine Ahmat ALHABO, Coordonnateur National du SISAAP/MPIEA-Tchad

BP 441 N'Djamena, Tchad

Tel : +235-63 64 97 96/99 44 96 56 /22 52 21 01/22 52 21 06 allamine_alhabo@yahoo.fr

Logos des organisations participant à l'analyse

Partenaires
de
l'analyse

		 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	 Programme Alimentaire Mondial wfp.org/fr	 FEWS NET FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS NETWORK	
		 CATHOLIC RELIEF SERVICES			
			 THE LUTHERAN WORLD FEDERATION World Service member of actalliance	 Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	
 Agir pour être utile		 ACTION AGAINST HUNGER	 ACTION CONTRE LA FAIM	 APSELPA ACTION POUR LA PROTECTION, LA SANTÉ, L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PÉNURIE ALIMENTAIRE (APSELPA) Tel: (+235) 66 21 42 40 / 90 21 42 40 E-mail: organisationsfdh@actmail.fr / yokoussapoupa20@gmail.com sergioroussedon@apselpa.tchad.org Site Web: www.apselpa.tchad.org	 ZONAL ONG Nationale de développement durable

